

**BOUIRA**

# Journée d'étude et de sensibilisation sur la fiscalité locale

**Belle initiative que celle entreprise par la direction de l'administration locale et le wali de Bouira, en organisant une journée d'étude et de sensibilisation au profit des élus locaux en particulier les P/APC, les élus de la l'APW, les chefs de daïra, ainsi que les secrétaires généraux des APC et les receveurs inter-communaux.**

Cette journée à laquelle ont contribué, outre le DAL et le wali, le directeur des impôts et le trésorier de wilaya, a été l'occasion pour les présents, surtout les P/APC, d'avoir une idée exhaustive sur les mécanismes de recouvrement des taxes qui sont le plus souvent ignorées et méconnues.

Ainsi, le DAL, lors de sa pertinente intervention, et avant de parler des taxes et autres impôts recouvrables pouvant renflouer les caisses des communes et aider leur trésorerie, souvent insignifiantes, a énuméré un ensemble de paramètres qui avaient influé négativement sur les déficits constatés chaque année au niveau des APC. Cependant, et malgré ces déficits que l'Etat essaye à chaque fois d'assainir, le DAL, chiffres à l'appui, rappellera que, grâce aux efforts de l'Etat faits de sensibilisation sur la nécessité de dépenser au minimum et d'éviter les dépenses inutiles, le nombre des APC déficitaires au niveau de la wilaya a diminué comparativement aux cinq dernières années.

Ainsi, en 2005, le nombre de communes déficitaires était de 37 avec un total de 39 milliards de centimes. En 2006, elles étaient 39, avec un total de 44 milliards, 29 en 2007 avec un total de 35 milliards, 31 en 2008 avec 40 mil-

liards de centimes et, enfin, seulement 17, actuellement, avec 11 milliards de centimes. Cette diminution est due, comme l'expliquera le DAL aux présents, «à la maîtrise des dépenses et aux efforts de l'Etat en matière de subventions octroyées aux communes, notamment celles qui proviennent de la fiscalité locale». Cela même si, comme il le remarquera, l'octroi de la subvention relative à l'incidence financière générée par l'augmentation des salaires y est pour quelque chose.

Par ailleurs, et poursuivant sa communication, le DAL dira que les déficits des communes sont souvent dus aux missions qui leur sont dévolues et le caractère extensif de leur plan de charge qui ne correspond pas à l'évolution de leurs ressources financières.

Là, également, le wali est revenu sur le sujet en rappelant que dans les nouveaux textes sur les collectivités locales, il faudra définir les missions de tout un chacun puisque présentement, avec les dépenses des communes dans l'entretien de plusieurs secteurs comme les écoles primaires pour l'éducation, les salles de soins pour la santé, certaines mosquées, les centres culturels, alors que le personnel et la gestion administrative dépendent

des secteurs concernés, fait que les communes supportent de plus en plus de charges. Pour revenir à la communication du DAL, ce dernier, et tout en parlant d'un besoin de financement de plus en plus croissant chez les APC, caractérisé par les dépenses de fonctionnement dominées par les charges salariales, évoquera la forte dépendance de plusieurs APC au financement de l'Etat et au Fonds commun des collectivités locales ou FCCL. Et pour combattre ce phénomène, les P/APC sont appelés et vivement interpellés afin de répertorier tous les domaines pouvant engranger des ressources financières, lesquelles ne peuvent être recouvrées sans être connues et maîtrisées à travers une véritable carte fiscale de la commune.

Ainsi, et parlant des ressources fiscales de la commune, le DAL évoquera les impôts directs que sont la fameuse taxe sur l'activité professionnelle ou TAP, la taxe foncière et la taxe d'assainissement ; les impôts indirects que sont la TVA, la taxe d'abattage, la taxe sur les affiches et les placards publicitaires, la taxe spéciale sur les permis immobiliers, la taxe de séjour au niveau des infrastructures touristiques et hôtelières existantes sur le territoire de la commune et enfin, la taxe de passage du gazoduc et de l'oléoduc et qui concerne pour la wilaya de Bouira 17 communes.

Outre ces taxes et impôts, les communes bénéficient d'autres subventions de l'Etat comme les fonds de solidarité et les fonds de garantie, la péréquation et la sub-

vention d'équilibre. Cependant, et pour optimiser le recouvrement des ressources fiscales des communes, certaines mesures sont préconisées comme l'implication des communes dans la détermination et l'actualisation des bases taxables de l'assiette, la mise en place des mécanismes de motivation et de stimulation matérielle des agents chargés du recouvrement, l'élaboration d'une instruction sur les modalités de perception et de versement au trésorier communal du produit de la taxe de séjour et enfin, le renforcement des services fiscaux locaux par la dynamisation des brigades mixtes chargées de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

De son côté, le directeur des impôts de la wilaya a, dans sa communication, explicité les différentes taxes et autres impôts avec leurs taux ainsi que les parts qui reviennent aux collectivités locales et celles revenant à l'Etat.

En somme, la journée aura permis aux P/APC en leur qualité de premiers magistrats des communes, ainsi qu'aux agents de l'Etat comme les receveurs inter-communaux, les secrétaires généraux des communes d'un côté, et les directeurs d'exécutif et le wali de l'autre, d'asseoir un cadre dans lequel ils pourront dorénavant s'associer pour engranger au maximum les ressources patrimoniales existantes et souvent dormantes au niveau local. D'ailleurs, pour mieux tirer profit de cette journée, le wali a invité les chefs de daïra à renouveler ce genre de rencontre à l'échelle des daïras.

Y. Y.

## **POUR IMPORTATION ET COMMERCIALISATION DE 25 000**

### **TONNES DE BLÉ IMPROPRE À LA CONSOMMATION**

# Cinq responsables de l'OAIC et de la direction du commerce d'Oran sous contrôle judiciaire

**Cinq hauts responsables relevant de l'OAIC d'Oran (Office national des céréales) et de la direction du commerce d'Oran, ont été placés, ce jeudi, sous contrôle judiciaire.**

Cette mesure, précise-t-on, a été prise en attendant l'aboutissement de l'enquête ouverte par le parquet d'Oran pour déterminer les responsables sur l'importation et l'écoulement, sur le marché national, le mois d'octobre dernier, de 25 000 tonnes de blé impropre à la consommation, en

provenance de France. Selon notre source, c'est le directeur régional de l'OAIC, le président de l'Union des coopératives agricoles d'Oran, ainsi que trois inspecteurs régionaux de la direction du commerce qui ont été placés sous contrôle judiciaire.

L'implication desdits responsables dans cette affaire est soupçonnée du fait qu'ils ont autorisé l'écoulement de la quantité de 25 000 tonnes de blé depuis le port d'Oran, juste après l'arrivée de la cargaison en question, sans attendre les résultats des analyses qui devaient être,

comme convenu, effectuées au niveau du laboratoire de contrôle de la qualité d'Oran. Les analyses qui ont été effectuées sur des échantillons d'origine de ladite marchandise saisis sur le marché local ont révélé la présence de particules métalliques énormément dangereuses pour la santé des consommateurs. Par ailleurs, l'on apprend que la récupération et la saisie de l'ensemble des 25 000 tonnes de blé écoulées illicitement dans la région ouest du pays n'ont pas pu être effectuées. Seules des quantités infimes ont été récupérées,

après beaucoup d'efforts. Parallèlement à cette mesure juridique prise par le parquet, l'on apprend que la même instance a procédé à l'audition de 15 cadres de l'OAIC, de la direction du commerce, ainsi que du laboratoire de contrôle de la qualité d'Oran, en tant que témoins. Les 25 000 tonnes écoulées constituent la première tranche d'un marché conclu avec une entreprise française, stipulant, au total, l'importation de 50 000 tonnes de blé, pour une valeur globale avoisinant les 10 millions de dollars.

Ben Aziz

## **TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE DJAMEL-EDDINE**

# 1 an de prison ferme pour un policier qui a tué une fillette de 14 mois

**Le tribunal correctionnel de Djamel-Eddine d'Oran a condamné, après une semaine de délibérations, un officier de police à une année de prison ferme.**

Il s'agit du policier qui a tué «par erreur», le 21 du mois de novembre dernier, au niveau du quartier de Yaghmoracen, une fillette âgée de 14 mois. Selon la genèse de

cette affaire, le bébé en question, R. M., a reçu accidentellement la balle perdue alors qu'elle était dans les bras de sa maman qui regardait, par le balcon de son appartement, un cortège qui défilait.

Le policier, qui était en état d'ivresse et qui faisait partie dudit cortège, aurait tiré, comme il a été précisé dans le rapport des enquêteurs, plusieurs balles en l'air, en signe de joie. Et c'est l'une d'elles qui, en

ricochant sur le balcon, a atteint mortellement la tête de la victime.

En plus de la peine de prison prononcée à l'encontre de l'accusé en question, le tribunal de Djamel-Eddine a ordonné au prévenu le versement d'une amende et d'un dédommagement, évalué à 100 millions de centimes, au profit de la famille de la victime qui s'est constituée partie civile dans cette affaire.

## **TIZI-OUZOU**

### **Assassinat en plein centre-ville**

C'est devant des dizaines de badauds médusés qu'un horrible assassinat a eu lieu, hier aux environs de midi, en plein centre-ville de Tizi-Ouzou. Tout est parti d'une banale altercation entre deux jeunes hommes parmi les habitués du square et de ses alentours, où il est n'est plus recommandé de s'aventurer depuis quelques temps. Décidés d'aller au bout de leur explication, loin des regards, les deux gars ont convenu de s'en aller ailleurs, mais à peine quelques mètres plus haut, un des deux protagonistes surprit l'autre d'un fatal coup de couteau en plein cœur avant de disparaître. La victime, L. Chabane, âgé de 35 ans, vivait comme des dizaines de ces jeunes et moins jeunes qui ont fait de ce quartier du centre-ville un marché à ciel ouvert du téléphone portable.

A. M.

## **AÏN TÉMOUCHENT**

### **La DSP dément le décès d'un porteur du virus H1N1**

La direction de la santé et la population (DSP) de la wilaya de Aïn Témouchent a démenti catégoriquement l'information faisant état de la mort d'un porteur du virus H1N1 sur le territoire de la wilaya. En revanche, et selon le chef du service épidémiologique, l'Institut Pasteur d'Alger a confirmé trois cas de grippe A, dont deux se trouvant au niveau de l'hôpital Ahmed-Medeghri : une émigrée algérienne résidente en Espagne et un ressortissant tchadien étudiant à l'université de Aïn Témouchent, alors que le 3<sup>e</sup> cas concerne un enfant âgé de 10 ans, originaire de Béni-Saf. Les trois patients sont sous traitement et devront quitter l'hôpital incessamment.

A noter que le premier cas de grippe A a été enregistré le 24 juin dernier, un émigré algérien résidant en France, originaire de Béni-Saf, tandis que la plupart des autres cas proviennent de cette daïra côtière de Béni-Saf. La source ajoute que jusqu'à hier soir, il a été enregistré 82 cas dont 27 confirmés qui ont suivi un traitement approprié dans les centres de référence. Pour le retour des pèlerins des Lieux-Saints de l'islam, la DSP a mobilisé des équipes médicales composées de douze médecins répartis à travers les grandes daïras de la wilaya.

S. B.

## **SIDI-BEL-ABBÈS**

### **Les taxis seront dotés de compteurs**

A l'issue d'une réunion tenue dernièrement par le bureau local de l'Union nationale des chauffeurs de taxis de Sidi-Bel-Abbès, plusieurs points ont été débattus.

Ainsi, les taxis seront dotés de compteurs, tout en espérant qu'un tel équipement sera utilisé à bon escient sans léser le client, sachant qu'en cours de route, d'autres passagers seront embarqués. Il a ainsi été convenu le transfert de la station de taxis des lignes desservant Sidi-Bel-Abbès-Sidi Lahcen, Sidi-Bel-Abbès-Belouladi, actuellement en plein centre-ville, vers la gare routière Sakia Hamra (faubourg Thiers), l'annulation de l'enregistrement au niveau des impôts du 2<sup>e</sup> bail de location de la licence de taxi et l'annulation du contrôle technique des véhicules par la direction des transports. Un autre point aussi important pour les clients : la création des points de stationnement au niveau du centre-ville et de plusieurs quartiers de la ville. Désormais, le mouvement des taxis sera canalisé, ce qui évitera leurs arrêts anarchiques. Déjà que la ville de Sidi-Bel-Abbès, notamment le centre-ville, souffre à cause d'une circulation très dense engendrant des embouteillages énormes. Des stationnements réglementaires apporteront, il est certain, un mieux à la ville.

A. M.